



Conseil "Agriculture et pêche" **Bruxelles, le 15 juillet 2022**

Le Conseil "Agriculture et pêche" se tiendra le **lundi 18 juillet**, à partir de **10 heures**, à Bruxelles. La session sera présidée par M. Zdeněk Nekula, ministre tchèque de l'agriculture. La Commission européenne sera représentée par la commissaire à la santé et à la sécurité alimentaire, M^{me} **Stella Kyriakides**, le commissaire à l'environnement, aux océans et à la pêche, M. **Virginijus Sinkevičius**, et le commissaire à l'agriculture, M. **Janusz Wojciechowski**.

La session débutera par l'adoption des points "A" et se poursuivra par une discussion sur la récente proposition de la Commission relative à la réglementation des **produits phytopharmaceutiques**.

Après le déjeuner, les ministres procéderont à un échange de vues et se mettront d'accord sur des conclusions pour le **secteur de l'aquaculture** et procéderont également à un échange de vues sur la **mise en œuvre de la nouvelle PAC** et sur l'approbation des plans stratégiques. La session de l'après-midi se poursuivra par la discussion sur la **situation des marchés agricoles**, en particulier à la suite de l'agression russe contre l'Ukraine.

Au cours de la session, sous le point "**Divers**", les ministres débattront du règlement relatif à la déforestation et à la dégradation des forêts, ainsi que des règles relatives au transport d'animaux dans l'UE. Ils débattront également des résultats de la 12^e conférence ministérielle de l'OMC sur les mesures sanitaires et phytosanitaires et de la situation climatique actuelle dans certains États membres, en accordant une attention particulière à la sécheresse.

Une **conférence de presse** aura lieu à l'issue de la session.

* * *

[Conseil "Agriculture et pêche" - Page de la session](#)

[Conférences de presse et événements publics par transmission vidéo](#)

[Transmission vidéo, téléchargeable en format "broadcast" \(MPEG4\) et galerie de photos](#)

* * *

¹ La présente note a été rédigée sous la responsabilité du service de presse.

Agriculture

Utilisation durable des produits phytopharmaceutiques

La Commission présentera sa proposition législative récemment adoptée sur l'utilisation durable des produits phytopharmaceutiques. Un échange de vues se tiendra ensuite entre les ministres de l'agriculture. La proposition vise à harmoniser les politiques nationales en matière d'utilisation des pesticides au moyen d'un règlement, afin de mieux s'aligner sur les objectifs des initiatives phares pertinentes de l'UE dans le cadre du pacte vert pour l'Europe telles que la stratégie "De la ferme à la table" et la stratégie en faveur de la biodiversité, ainsi que de la stratégie de l'UE dans le domaine des produits chimiques.

Les ministres devraient à nouveau faire part de leurs préoccupations quant à certains éléments essentiels de la proposition, en particulier en ce qui concerne la fixation d'objectifs de réduction des pesticides au niveau national. Ils pourraient également souligner une fois de plus qu'il convient de tenir compte des différentes situations de départ des États membres et de la diversité de leurs conditions géographiques et climatiques dans le processus de fixation des objectifs. Ils insisteront en outre très probablement sur la nécessité de disposer de solutions de substitution viables aux pesticides chimiques. Cette session sera publique.

Discussion sur la situation du marché, notamment à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie

Les ministres discuteront de la situation économique du secteur agricole dans le contexte de la poursuite de la guerre en Ukraine. Ils devraient appeler à la levée du blocus des ports de la mer Noire par la Russie, et faire part de leurs préoccupations quant à l'impact de l'agression russe contre l'Ukraine sur les marchés de l'énergie et des intrants agricoles. Les prix élevés des intrants ont une forte incidence sur la production agricole et la transformation en aval, les secteurs les plus énergivores étant les plus touchés. D'autres secteurs de la production agricole, en particulier ceux à plus forte valeur ajoutée, rencontrent également des difficultés économiques en raison de la hausse des prix des intrants. Les ministres discuteront en outre des prévisions de récolte pour cette année, compte tenu de l'incidence des conditions météorologiques récentes observées dans différents États membres. Ils insisteront sur le fait que, si la guerre en Ukraine est susceptible de continuer à compromettre la sécurité alimentaire au niveau mondial, la sécurité et l'approvisionnement alimentaires ne sont pas menacés dans l'UE pour le moment, grâce à la résilience des chaînes d'approvisionnement alimentaire de l'UE et à sa politique agricole commune (PAC). Dans ce contexte, les ministres devraient également inviter la Commission à apporter davantage de précisions sur les dérogations et à approuver rapidement les plans stratégiques nationaux. Les ministres discuteront par ailleurs de la mise en œuvre par les États membres des corridors de solidarité de l'UE et des plateformes de mise en relation pertinentes, qui visent à faciliter le transit de produits de base depuis l'Ukraine vers les marchés mondiaux. Ils devraient appeler au suivi continu des différents secteurs dans l'UE et à l'élaboration, au niveau mondial, d'outils importants pour déterminer la voie à suivre à plus long terme.

[Situation du marché, en particulier à la suite de l'invasion de l'Ukraine](#)

[Impact de l'invasion de l'Ukraine par la Russie sur les marchés: réaction de l'UE](#)

Politique agricole commune (PAC)

Les ministres discuteront de la mise en œuvre de la nouvelle PAC, adoptée à la fin de 2021. En vertu de cette nouvelle législation, les États membres devaient soumettre leurs projets de plans stratégiques à la Commission européenne, pour approbation, au plus tard le 1^{er} janvier 2022. L'approbation de ces documents stratégiques est essentielle pour que les États membres puissent dépenser les fonds alloués à la PAC à partir de 2023, y compris pour les paiements directs. Toutefois, en raison du délai serré, certains de ces plans ont été envoyés tardivement, et la Commission et les États membres entretiennent un dialogue permanent pour faire avancer le processus. Les ministres devraient demander l'approbation rapide des plans stratégiques relevant de la PAC afin de donner aux États membres une certaine sécurité juridique pour finaliser leur cadre juridique national, et de lever certaines incertitudes des agriculteurs en ce qui concerne leur prise de décision. Le débat ministériel portera également sur les défis que la guerre en Ukraine pose dans la mise en œuvre de l'architecture écologique de la nouvelle PAC. Cette session sera publique.

[Mise en œuvre de la nouvelle PAC - Approbation des plans stratégiques](#)

[Politique agricole commune](#)

Pêche

Aquaculture

Les ministres devraient accueillir favorablement le document de la Commission européenne intitulé "Orientations stratégiques pour une aquaculture plus durable et compétitive dans l'Union européenne pour la période 2021-2030". Dans ce contexte, les ministres approuveront des conclusions sur l'aquaculture dans la perspective de la mise en place d'un secteur de l'aquaculture en mer et en eau douce durable, résilient et compétitif. Ainsi, ils devraient insister sur la nécessité d'accorder au secteur la priorité élevée qui lui revient, afin d'améliorer sa durabilité et ses résultats économiques. L'objectif est de mettre en évidence les principaux défis et les principales menaces qui ont une incidence importante sur la compétitivité et la résilience du secteur de l'aquaculture dans l'UE et d'attirer l'attention sur la mise en œuvre des objectifs du pacte vert pour l'Europe via l'aquaculture biologique et une aquaculture respectueuse de l'environnement. Cette session sera publique.

Divers

Déforestation

Les ministres procéderont à un échange de vues sur les informations communiquées par la présidence concernant l'état d'avancement des travaux sur le règlement relatif à la mise à disposition de certains produits de base et produits associés à la déforestation et à la dégradation des forêts. Cette session sera publique.

Transport des animaux

Sur la base d'informations communiquées par la délégation danoise et avec le soutien des délégations allemande, belge, néerlandaise et suédoise, les ministres discuteront de la nécessité d'actualiser la législation relative au transport des animaux dans l'UE. Cette session sera publique.

12^e conférence ministérielle de l'OMC - déclaration relative aux questions sanitaires et phytosanitaires

Sur la base des informations communiquées par la délégation française, au nom des délégations autrichienne, belge, chypriote, espagnole, française, grecque, irlandaise, italienne, lettone, luxembourgeoise, portugaise et slovaque, les ministres débattront de la déclaration intitulée "Relever les défis SPS du monde moderne" adoptée lors de la conférence ministérielle. Cette session sera publique.

[12^e conférence ministérielle de l'OMC - déclaration relative aux questions sanitaires et phytosanitaires "Relever les défis SPS du monde moderne", adoptée à la conférence ministérielle](#)

Situation de sécheresse grave en Hongrie

Sur la base d'informations fournies par la Hongrie, les ministres débattront de la situation actuelle en ce qui concerne les conséquences possibles de la sécheresse. Cette question sera examinée en lien avec la situation du marché.

[Situation de sécheresse grave en Hongrie - informations communiquées par la délégation hongroise](#)
